REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Oise **4me Circonscription — SENLIS**

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

FRONT NATIONAL POPULAIRE

Pour la défense des Libertés Professionnelles, Familiales et Civiques

Electrices, Electeurs,

Le Référendum est passé. Ce fut un règlement de comptes entre deux factions rivales d'un même système. Bonne ou mauvaise, sa solution ne vous apporte rien.

PENSEZ A VOUS, SOUTENEZ VOS INTERETS.



Si vous avez voté OUI afin d'assurer une stabilité gouvernementale, **VOUS ETES AVEC NOUS.**

Si vous vous êtes abstenu, estimant stérile cette compétition pré-fabriquée, **VOUS ETES AVEC NOUS.**

En ce qui nous concerne, notre NON n'a pas été dicté par un désir quelconque de revanche à l'égard des hommes actuellement au pouvoir.

Il a signifié et signifie encore NON au mensonge et à l'aventure ;

NON aux promesses solennelles qui ont eu pour sanction le désastre algérien ;

NON à une fausse sécurité de l'emploi et de l'avenir.

Il ne signifie nullement que nous sommes des opposants systématiques à une véritable politique qui aurait pour but la gestion réaliste des intérêts du pays.

Mais nous disons résolument NON AUX GOUVERNANTS « QUI NOUS ONT COMPRIS » ET QUE NOUS NE COMPRENONS PLUS QUAND ILS CONTINUENT D'AFFIRMER QU'ILS ONT TENU LE CONTRAT PASSÉ EN 1958 AVEC LA NATION.

Pour que, à votre tour, vous puissiez faire COMPRENDRE votre volonté d'hommes libres du respect absolu du contrat moral passé entre le pays et ses représentants, nous vous demandons de vous prononcer

POUR le respect du droit à la propriété.

CONTRE toute mesure directe ou indirecte, tendant à accentuer la collectivisation des biens individuels.

POUR le contrôle accentué des trusts d'Etat ou capitalistes.

CONTRE l'aggravation des mesures fiscales et para-fiscales qui, TOUTES, ont pour but la disparition des petites et moyennes entreprises.

POUR l'instauration d'une véritable politique de crédit financier favorisant l'initiative et l'effort des Agriculteurs, des Commerçants, des Artisans, des Entrepreneurs et des Industriels menacés par le dirigisme étatique et capitaliste.

CONTRE les Planificateurs qui, ignorant tout de la terre et de ses problèmes, nous préparent, avec la complicité du Pouvoir, le « Kolkhose français » où le paysan et l'exploitant agricole auront tout juste le droit de réaliser les normes de production imposées par les Technocrates.

POUR la sauvegarde et le développement de notre patrimoine agricole, de nos libertés paysannes, de nos familles terriennes attachées à leur sol, notamment en indexant les prix agricoles sur les prix industriels, assurant à ceux qui « nourrissent la Nation » une vie heureuse et confortable, permettant à la commune rurale la plus déshéritée de bénéficier — par priorité sur les « pays sous-développés » — des nombreux avantages apportés à la vie quotidienne par le machinisme et les techniques modernes.

CONTRE les manœuvres plus ou moins occultes qui ont pour but l'asservissement ou le démantèlement des professions libérales.

POUR une réglementation véritable et la protection de ces professions par une garantie légale de leurs statuts particuliers.

CONTRE le sectarisme des adversaires de la liberté d'enseignement.

POUR le droit de choisir librement l'école et les éducateurs auxquels sera confié le soin de former l'esprit de nos enfants.

CONTRE les subventions massives inconsidérément accordées aux pays dits « sous-développés », que la France verse comme une prime à la défection.

POUR l'indemnisation et le reclassement réels des victimes de la politique d'abandon, responsable de leur détresse.

POUR le respect de notre Armée nationale, suspectée et humiliée et pour le respect de l'indépendance de la Magistrature, bafouée et brimée.

POUR une véritable retraite accordée aux personnes âgées, selon leurs besoins et pour leur permettre de vivre décemment.

POUR une réelle égalité sociale devant les risques et la maladie, ainsi que vis-à-vis des Allocations Familiales.

CONTRE le versement quotidien d'un milliard d'anciens francs à l'Algérie de Ben Bella.

CONTRE l'envoi des soldats du contingent dans une Algérie que les derniers Français sont contraints d'abandonner les mains vides.

CONTRE la politique de soutien pratiquée en faveur du prétendu Gouvernement Algérien qui rafle les biens, emprisonne les personnes, nationalise les cathédrales et rêve d'installer des rampes de lancement de fusées qui menaceront notre sol.

POUR donner à notre Jeunesse un idéal digne de notre Histoire et la possibilité d'accéder aux responsabilités familiales et civiques.

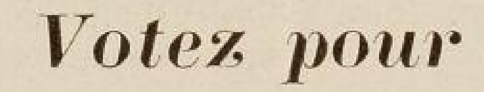
Nous ne sommes pas les candidats d'une faction. Nous sommes les candidats du peuple dans tous ses groupes sociaux, dans toutes ses familles professionnelles. Notre candidature est l'expression de notre volonté absolue de nous battre jusqu'au succès final.

Nous ne sommes pas des élus professionnels. Nous sommes élus par des professionnels qui, depuis des années, nous ont désignés pour siéger dans des organismes consulaires ou syndicaux.

C'est parce que, en exerçant nos mandats, nous avons pu constater combien il était vain de nous opposer à l'arbitraire du pouvoir que nous avons décidé de répondre au désir de nombreux amis et de nous présenter devant vous pour participer effectivement à la vie politique de ce Pays.

Electrices, Electeurs,

NOUS VOUS DEMANDONS DE NOUS EXPRIMER, PAR VOTRE VOTE, UN ACCORD COMPLET POUR NOUS PERMETTRE D'ASSURER LA DEFENSE DE VOS INTERETS, DE NOS LIBERTÉS PROFESSIONNELLES, FAMILIALES ET CIVIQUES.





Bernard LEJEUNE

Commerçant
Délégué Régional de l'U.D.C.A.
chargé des organismes consulaires
(Chambres de Commerce, Chambres de Métiers, Tribunaux de Commerce)

REMPLAÇANT EVENTUEL

Jacques LEBRUN

Agriculteur
Juge au Tribunal Paritaire Agricole de Senlis
Membre de la Commission consultative départementale des fermages
Administrateur de la Caisse Agricole et Mutualité Agricole

I. C. O. - BEAUVAIS